



Terre des hommes

Aide à l'enfance.

Avis de recrutement Spécialiste-Justice de Genre.

La Fondation Terre des hommes Lausanne (ci-après Tdh-L) est une organisation suisse indépendante, neutre et impartiale, fondée en 1960, qui se consacre à apporter des changements significatifs et durables dans la vie des enfants et des jeunes, en particulier ceux et celles qui sont le plus en danger. Tdh-L intervient dans 30 pays différents à travers le monde, dans des contextes humanitaires et de développement.

Tdh-L est présente en Mauritanie depuis 1984. Elle intervient actuellement dans les domaines de la santé, de la mobilité, et de l'accès à la justice. Ces trois programmes travaillent en synergies et sont enrichis par des expertises transversales que sont la protection transversale, le WASH, et l'ICT4D.

Tdh-L travaille dans le domaine de la justice de genre depuis plusieurs années, notamment grâce à l'accompagnement de la Coopération Espagnole. Un nouveau projet dans ce domaine commencera lors du premier trimestre 2025, le Projet « Accès à la justice et à la santé pour les filles et les femmes victimes de violences basées sur le genre (AGIS) », pour une durée de 24 mois, et nous cherchons une personne pour porter l'expertise Justice de Genre au sein de ce projet.

Plus d'information sur le site : <http://www.tdh.ch/>

CONDITIONS DE TRAVAIL :

| | |
|------------------------|--|
| Lieu de travail | Nouakchott (Mauritanie) avec des déplacements fréquents à l'intérieur du pays. |
| Date de prise de poste | 1 ^{er} juin 2025 |
| Type de contrat | CDD de droits mauritaniens de 12 mois, renouvelable, incluant 03 mois de période d'essai |

Description générale du poste

Sous la supervision hiérarchique de l'Adjoint au Coordonnateur du Programme A2J, le/la Spécialiste Justice de Genre est le lead technique de la composante Juridique du projet AGIS. Il/elle contribue à renforcer l'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG). Son rôle principal est de développer les outils, guidance et les capacités techniques des équipes du projet sur l'assistance juridique aux survivant.es de VBG afin de garantir une prise en charge juridique et judiciaire efficace de ces survivant(e)s, tout en promouvant l'application des lois nationales et internationales sur les droits des femmes et des filles.

En collaboration avec les professionnels de la justice, les autorités judiciaires, les services de prise en charge existants et les structures communautaires, les autorités locales et les partenaires techniques, il/elle conçoit les outils et guidance technique relatifs à l'assistance juridique, renforce les capacités technique des équipes du projet et des partenaires sur la fourniture de services juridiques aux survivant.es de VBG conformes aux standards internationaux et nationaux, et plus largement accompagne la mise en place de systèmes d'assistance juridique et judiciaire accessibles et de qualité. Cela inclut la supervision des activités terrain, le soutien technique au personnel impliqué dans la prise en charge des VSBG et l'amélioration des mécanismes de coordination avec les Maisons de Justice, les Bureaux de Consultation Gratuite et les services médico-légaux.



Enfin, le/la titulaire veille à sensibiliser les populations cibles aux droits des femmes et des enfants à travers des campagnes d'information et des actions de plaidoyer stratégiques. Il/elle participe également à des initiatives de renforcement des capacités pour les acteurs judiciaires et communautaires dans son domaine d'expertise, tout en contribuant à la capitalisation des bonnes pratiques en matière de justice de genre.

Tdh-L intervient dans des régions où l'insécurité est présente, en prenant les précautions nécessaires pour assurer la sécurité de nos équipes. Nous recherchons donc une personne capable de se déplacer dans ces régions et qui respectera les mesures de sécurité mises en place par l'organisation

Responsabilités Spécifiques

Soutien technique et accompagnement

- Produire les outils et guidance techniques sur l'accès à la justice et notamment sur l'assistance juridique pour les survivant.es de VBG.
- Réaliser des diagnostics de capacités des acteurs et des équipes du projet sur l'assistance juridique
- Concevoir et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités des équipes sociales du projet et des parties prenantes impliquées sur les droits des filles et des femmes, l'accès à la justice et l'assistance juridique
- Accompagner/coacher les partenaires de mises en œuvre et autres structures impliquées dans le renforcement des capacités pour la prise en charge juridique et judiciaire des victimes de VSBG.
- Garantir l'application des lois en vigueur et notamment le respect des procédures légales et des protocoles de prise en charge (juridique/judiciaire, médico-légal, psychosocial) conformément aux normes internationales et nationales.
- Vulgariser des textes de lois portant sur les droits des femmes et des filles. Cela implique la production d'outils de communication adaptés et l'appui-conseil à la réalisation d'émissions interactives sur le cadre juridique des VBG/VS/MGF, les services disponibles, etc ;
- Assurer le suivi de l'exécution des réparations judiciaires en faveur des survivant(e)s de VBG comme élément de reconnaissance et de reconstruction ;
- Participer au développement de nouveaux protocoles, outils, SOP et toutes autres ressources thématiques dans son domaine d'activité ;

Collaboration et coordination

- Travailler en étroite collaboration avec les autorités judiciaires des zones d'intervention, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les structures communautaires.
- Assurer la coordination des actions impliquant les Maisons de Justice, les Bureaux de Consultation Gratuite et les services de médecine légale.

Sensibilisation et plaidoyer

- Planifier et mettre en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation sur les droits des populations, notamment les droits des femmes et des enfants dans les zones ciblées.
- Contribuer à des initiatives de plaidoyer pour améliorer l'accès à la justice pour les survivantes de VSBG.
- Participer aux activités de capitalisation et à la production de rapports stratégiques sur les bonnes pratiques en matière de justice de genre.



Formation et supervision

- Organiser des formations pour renforcer les capacités des professionnels impliqués dans la prise en charge juridique et judiciaire des survivantes de VBG et la prise en charge médico-légale ; cela implique le renforcement du fonctionnement et la qualité des services des dispositifs d'assistance juridique existants ;
- Assurer un suivi rigoureux et des supervisions régulières pour garantir la qualité des services offerts.
- Organiser des ateliers de réflexion sur les goulots d'étranglement dans l'accès significatif aux services juridiques et judiciaires assortis d'un plan d'action

Suivi, évaluation et reporting

- Collaborer avec le/la chargé(e) de suivi évaluation pour le suivi des indicateurs liés à la justice de genre.
- Contribuer à la rédaction des rapports périodiques et des rapports finaux du projet.
- Contribuer à la mise en place des mécanismes de redevabilité sociale auprès des groupes cibles (information, sensibilisation et évaluation par les usagers et groupes cibles de l'accès et la qualité des services) ;
- Veiller à la mise en cohérence de l'intervention avec le programme Accès à Justice et l'échange entre les interventions et différents membres de l'équipe projet ;
- Établir et maintenir d'excellentes relations du travail avec les parties prenantes du projet et notamment avec les acteurs de la justice et des autres secteurs intervenant dans la chaîne de prise en charge VBG ;
- Contribuer à l'élaboration de nouvelles propositions de projet dans le domaine de l'Accès à la Justice.

Cette fonction demande la maîtrise des compétences « Métiers » suivantes :

- Excellente communication interpersonnelle et grande intelligence émotionnelle (sens de l'écoute active et sens de la diplomatie) ;
- Capacité à résider en zone rurale, dans un contexte sécuritaire tendu et à faire preuve de flexibilité
- Souplesse, réactivité, adaptabilité, pragmatisme ;
- Rigueur, organisation, qualités de formateur.
- Excellentes capacités rédactionnelles et de représentation en français ;
- Maîtrise des outils bureautiques usuels

Conditions Requises

Formation /Qualifications

Être titulaire d'une maîtrise (bac + 4) au minimum en droit public, sciences politiques, relations internationales, sciences sociales, psychologie ou tout autre diplôme pertinent au poste

Expérience

Avoir une expérience pertinente d'au moins 03 ans en tant qu'Assistant juridique au sein des organisations de promotion et de protection des droits des enfants, des droits des filles et des femmes, de la protection contre les violences .



Terre des hommes

Aide à l'enfance.

Au moins trois années dans une fonction similaire en tant que conseiller.e technique ou référent technique thématique pour une organisation de la société civile.

Avoir une connaissance et une bonne maîtrise du secteur de la justice de la justice en Mauritanie.

Avoir une connaissance avérée des stratégies d'intervention en matière de lutte contre les VBG et notamment des protocoles et dispositifs de prise en charge intégrés des survivant.es de VBG en Mauritanie

Maîtrise des normes d'intégration du genre et de l'approche basée sur les droits.

Avoir une maîtrise des techniques de renforcement de capacités des adultes (andragogie).

Langues et Connaissances IT

Excellente maîtrise du français et d'au moins une ou deux langues parlées dans la zone par les populations hôtes et réfugiées.

La maîtrise de l'arabe parlée et écrite serait un atout majeur.

Maîtrise du package Microsoft Office, notamment Excel et word Avoir une très bonne maîtrise des outils informatiques ; Word, Excel, Powerpoint

Dossier de candidature

- **Une lettre de motivation adressée à la cheffe de Délégation**
- **Un CV actualisé comprenant une liste d'au moins trois références (nom, poste, coordonnées téléphonique et électronique).**
- **Réception des candidatures : uniquement par mail à l'adresse mrt.recruitment@tdh.ch en mentionnant l'intitulé du poste « Conseiller-e Justice de Genre) » au plus tard le **30 /04/2025 à 17h00.****

NB : - Terre des hommes Lausanne traitera les dossiers de candidature au fur et à mesure de leur réception.

- Si une candidature est retenue, l'organisation se donne le droit de clôturer la procédure avant la date limite de soumission.
- Les recrutements se dérouleront dans les bureaux de Tdh-L à Nouakchott.
- Seules les candidatures retenues seront contactées pour la suite.

Nouakchott le 02/04/ 2025.